

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
HOTEL DE VILLE

Débat d'Orientations Budgétaires 2014 Ville de WATTRELOS



Rappel :

- ◆ La tenue du DOB est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants ;
- ◆ Ce débat, qui participe à l'information des élus, a pour objet de préparer l'examen du Budget ;
- ◆ Le DOB constitue un exercice de transparence vis-à-vis de la population ;
- ◆ La tenue du DOB constitue une formalité substantielle, et conformément à l'article L2312-1 du CGCT, ce débat se déroule en séance publique de CM dans les deux mois qui précèdent le vote du BP. Il ne donne pas lieu à un vote mais seulement à une délibération qui atteste de sa tenue effective.

Le Budget 2014, dont ce DOB est la préparation, s'inscrit dans un contexte de 4 contraintes :

- ❑ **Une croissance économique faible, qui freine les recettes fiscales de l'Etat ;**
- ❑ **Un effort sans précédent de redressement des comptes nationaux qui se traduira par une baisse de certaines dotations de l'Etat ;**
- ❑ **Des recettes fiscales locales en diminution compte tenu des démolitions d'anciennes friches. Le devenir incertain de la Redoute ne manque pas de créer une hypothèque financière supplémentaire ;**
- ❑ **Une poussée de charges exogènes**

1 - LE CONTEXTE INTERNATIONAL :

La croissance mondiale semble repartie depuis l'été 2013 grâce à l'embellie des économies avancées, mais elle reste fragile notamment en raison du fléchissement des économies dites émergentes.

- ❑ **Aux Etats-Unis : la politique de souplesse monétaire devrait porter la croissance à 1,6% en 2013 et atteindrait 2,6% en 2014 ;**
- ❑ **Au Japon, l'effet des « Abenomics » (relance keynésienne) semble se dissiper, mais la croissance devrait atteindre 2,7% entre avril 2013 et mars 2014, et 1,5% lors des 2 années budgétaires suivantes. L'objectif est toujours de lutter contre la déflation qui mine le Japon depuis maintenant 15 ans ;**
- ❑ **La zone euro devrait être encore légèrement en récession en 2013 à -0.4%, mais atteindre +1% en 2014 ;**
- ❑ **La Chine qui nous avait habitué à des taux de croissance à 2 chiffres, devrait voir son PIB ne progresser « que de 7,6% » en 2013 (contre une prévision de 8,3%), soit le plus faible taux depuis 1999. Croissance pour 2014 : 7,3% ;**
- ❑ **Au Brésil et dans la zone de l'Asie du sud, l'activité pourrait marquer le pas, et à l'inverse, l'Europe de l'Est et la Turquie bénéficient de la demande en provenance de la zone euro.**

2 - Le contexte national : des signes encourageants de reprise

- Une amélioration de l'indicateur mensuel des affaires : la croissance devrait atteindre +0.2% en 2013;
- Une inflation en repli à +0.9% contre +2% en 2012 : amélioration du pouvoir d'achat moyen de +0.5% malgré la hausse des prélèvements ;
- Les investissements des entreprises reprennent légèrement après 2 années de baisse ;
- Sur le front de l'emploi, la récession des 2 dernières années a eu des effets à la hausse sur le chômage, mais le rythme de progression de celui-ci tend à se ralentir en cette fin d'année.

MAIS

Le problème clé de l'économie française : l'état dramatique de sa dette publique, d'où l'effort nécessaire de redressement des finances publiques

- ❑ Rappel : 600 Mds d'€ supplémentaires de dette publique entre 2007 et 2012 ;
- ❑ Une dette publique de 93,4% du PIB fin 2013 ;
- ❑ Un déficit de l'Etat de 4,8% du PIB fin 2012, mais ramené à 4,1% fin 2013.

L'objectif pour 2014 :

Ramener le déficit public à 3,6% du PIB :

Pour cela, réaliser un effort d'économies budgétaires de 15Mds d'€ (9Mds sur les dépenses de l'Etat et 6Mds sur les dépenses de la sphère sociale).

**2ème partie : Ce qui affecte les recettes
de la ville**

**1 - LA LOI DE FINANCES POUR
2014 : LES COLLECTIVITES
TERRITORIALES APPELEES A
CONTRIBUER A L'EFFORT DE
REDRESSEMENT DES COMPTES
PUBLICS**

LE PLF 2014 PREVOIT UNE BAISSSE DE L'ENVELOPPE NORMEE DE 1,5Mds D'€EN 2014 ET EN 2015 CONFORMEMENT AUX CONCLUSIONS DU PACTE DE CONFIANCE ET DE STABILITE ETABLI ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

- L'enveloppe de la DGF passera de 41,50 à 40,12 Mds d'€ (-3,3%);
- Au sein du bloc communal la baisse sera de 588 M€ pour les communes et 252M€ pour les communautés.

MAIS POUR LES COMMUNES QUI LES PERCOIVENT LA BAISSSE DE LA DGF SERA AMORTIE PAR L'AUGMENTATION DES DOTATIONS DE PEREQUATION

L'accent est ainsi mis sur la solidarité avec et entre les territoires :

- **Péréquation verticale** : la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale) augmentera de 60 M€ en 2014 (+4%).
- **Péréquation horizontale** : le FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal) augmenterait de 210M€ : la richesse des collectivités et leur effort fiscal seront mieux pris en compte dans la répartition de ce fonds. Comme la Communauté Urbaine de Lille, Wattrelos bénéficie du FPIC.

2 - Les autres changements exogènes de recettes pour les comptes de la ville

□ A la baisse :

- Les Dotations de Compensations d'exonérations fiscales: -10,2% ;
- La dotation forfaitaire baisserait de -2,4% sous le double effet effort national et baisse démographique ;
- La DNP pourrait baisser de -10% ;
- La Dotation de Solidarité Communautaire devrait connaître une baisse de -2%.

□ A la hausse :

- Le PLF a décidé une revalorisation des bases des valeurs locatives de +0,9% ;

**GLOBALEMENT DONC, LES RECETTES DE
LA VILLE DEVRAIENT BAISSER
LEGEREMENT (-90k€, SOIT -0,2%).
NOUS DEVRONS ADAPTER EN
CONSEQUENCE NOTRE BUDGET AVEC
COMME OBJECTIF DE NE PAS
AUGMENTER LES IMPÔTS POUR LA
4^{ème} ANNEE CONSECUTIVE !**

Pourquoi y a-t-il diminution globale des ressources en 2014 de -90k€?

1) Des recettes vont baisser :

- La dotation forfaitaire : -270k€ ;
- Les dotations de compensation d'exonérations fiscales : -209k€ ;
- La dotation de solidarité communautaire : -19k€.

2) Des recettes resteront stables :

- L'attribution de compensation de LMCU, toujours à 7 027 924€ ;
- Les droits de mutation immobilière : nous prévoyons la même somme qu'en 2013, à 750k€ (ce qui est toutefois moindre que ce que nous avons en 2012 et inscrit au BP 2013, à savoir 842k€). Par rapport au BP 2013, c'est toutefois une diminution de -92k€.

3) Des recettes qui progressent : la DSU, le FPIC et les valeurs locatives :

- La DSU : en 2014 nous devrions percevoir **197k€** de plus qu'en 2013, soit au total **5 118 997€** ;

- Le FPIC : Wattrelos devrait percevoir **+169k€** de plus, et donc le FPIC serait au total de **461 514€** ;

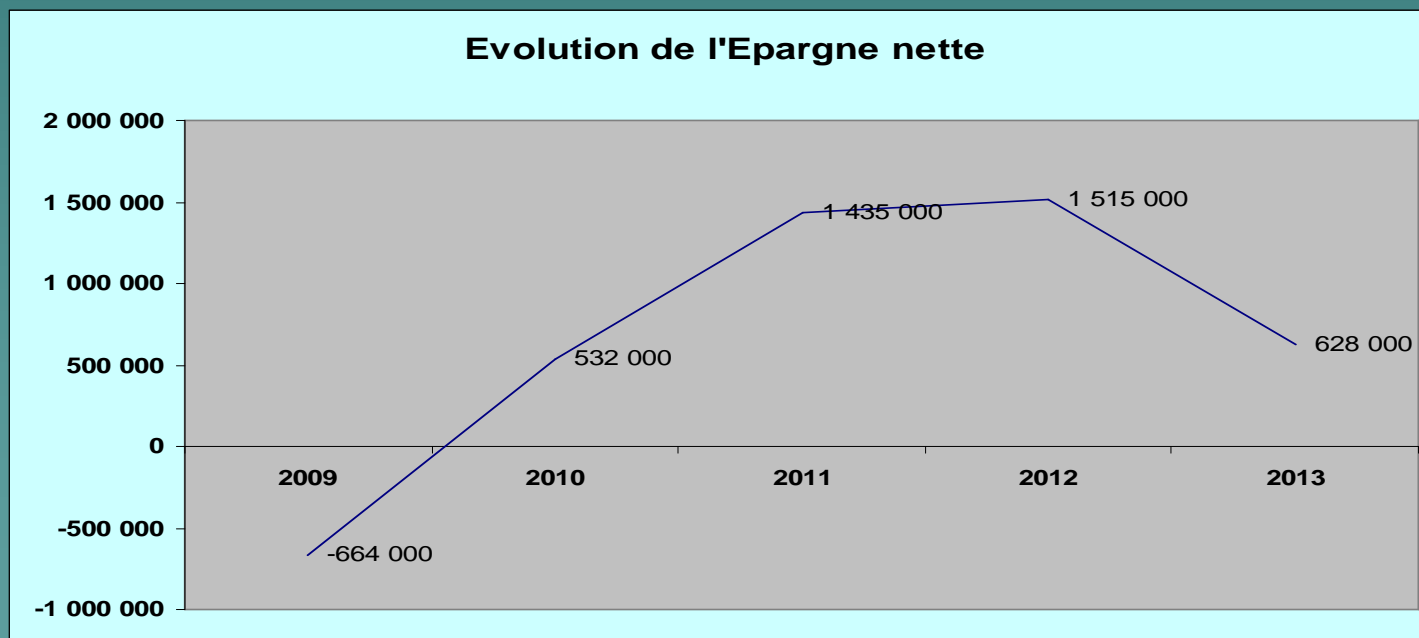
- La revalorisation par l'Etat des valeurs locatives : sous réserve de pertes éventuelles sur les bases foncières, nous devrions percevoir **+ 160k€**.

3^{ème} partie : QUELLE STRATEGIE FINANCIERE POUR WATTRELOS EN 2014?

Pour la majorité municipale, elle repose sur 3 postulats :

➤ **Notre épargne nette doit demeurer nettement positive**

Après le redressement de l'épargne nette en 2010 (+532k€ en 2010 au lieu de -664k€ en 2009), l'objectif est de conserver une CAF supérieure au remboursement de la dette en capital.



➤ Le stock de dette doit baisser en 2014, pour la 3^{ème} année consécutive !

Pour financer les investissements, le stock de dette a augmenté en 2010-2011. La majorité municipale veut que la fin 2011 soit son « point haut ».

De fait, il a baissé en 2012 et 2013 (-524k€) et nous devons faire en sorte qu'il baisse à nouveau en 2014.

(en M€)	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
Encours au 31/12	56,46	58,39	58,17	57,87

Cela suppose de cadrer le programme des Investissements à 5M€ en 2014

➤ Pas d'augmentation des taux d'imposition en 2014

Pour la 4^{ème} année consécutive, pas de hausse des impôts !

1 – Pour le fonctionnement

Résumons :

Légère baisse des recettes (-90k€)
+ Poussée exogène de certaines charges (+1,2M€)
= Effort contraint d'économies sur dépenses de gestion (-10%)
(hors fluides, social)

- En effet, la ville est confrontée à des hausses de **dépenses obligatoires** :
 - Dépenses de personnel exogènes : hausse des cotisations retraites (+275k€) et du SMIC (+200k€) ; réforme des catégories C (+350k€) ;
 - Dépenses de personnel endogènes : GVT (+175k€) ; participation mutuelle (+210k€) ;
 - Ecoles sous contrat : application des accords de revalorisation du forfait (+63k€).
- De plus, la ville aura à faire face aux conséquences de la réforme des rythmes scolaires (dont les conséquences financières sont très différentes selon les modalités retenues).

- Certes, en 2014, **les charges financières** vont diminuer de -120k€ (désestettement + bas taux d'intérêt)

Mais cela ne suffit pas pour compenser les charges supplémentaires

- Dès lors, en FONCTIONNEMENT, puisque les recettes vont baisser et puisque la majorité municipale ne veut pas augmenter les impôts

→ la majorité propose d'assurer **l'équilibre de la section de fonctionnement** du BP 2014 :

- En réduisant le virement à la section d'investissement (il était de 1,25M€ en 2013), tout en le laissant nettement positif ;
- En faisant un effort significatif sur les dépenses de gestion et d'intervention de -10% (hors fluides, associations, aide sociale).

2 – Pour l'Investissement

- L'objectif c'est 5M€ ;
- Avec une double priorité :
 - Poursuivre les engagements antérieurs :
 - ✓ Rénovation urbaine de Beaulieu (groupe scolaire Camus) ;
 - ✓ Transformation en petite salle de spectacle de Jean Jaurés ;
 - ✓ Extension de la vidéo-protection ;
 - ✓ Machine supplémentaire anti-tags ;
 - ✓ Nouveau columbarium au Centre.
 - Entretien du patrimoine et de l'environnement : travaux dans les écoles, équipements sportifs, éclairage public, propreté urbaine.



Conséquence : Poursuite du désendettement

En conclusion, si la préparation du Budget 2014 est un peu compliquée à cause de plusieurs contextes difficiles, notre majorité municipale le construira avec une triple ambition :

- **Le sérieux budgétaire**, qui se traduit par :
 - ✓ Une maîtrise des dépenses de fonctionnement (des économies sur certaines dépenses compensant celles qui doivent augmenter) ;
 - ✓ La poursuite du désendettement ;
 - ✓ Une épargne nette qui restera clairement positive.

- La **stabilité fiscale** : pas d'augmentation des impôts en 2014, une fois de plus !

- La **poursuite des investissements**, pour continuer à améliorer l'équipement de la ville et la modernisation de nos services, en privilégiant la propreté, la proximité et la solidarité.